



Les organisations ATTAC, CGT, Confédération Paysanne, FSU, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Oxfam, Union Syndicale Solidaires appellent à participer massivement aux marches pour le climat le 14 mars prochain.

Jamais il n'a été aussi urgent d'affronter ensemble les crises sociales et écologiques. Les alertes des scientifiques se succèdent pour expliquer que nous sommes la dernière génération à pouvoir agir pour y faire face. Le climat et les enjeux sociaux figurent en tête des préoccupations de la population et le soutien aux mobilisations récentes pour les retraites et les services publics a été massif. Mais le gouvernement reste sourd adoptant une même logique : le refus de parler d'une autre répartition des richesses est justifié par une course sans fin à la croissance faisant fi de la situation écologique.

Nous sommes pourtant convaincu-e-s que la résolution de ces crises réside dans une profonde remise en cause du système politique et économique actuel, que nous devons collectivement exiger du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et les inégalités sociales.

L'Etat, en lien avec les collectivités locales, doit pour cela reprendre ses habits délaissés de planificateur, afin d'organiser au mieux la transition agricole, industrielle et énergétique nécessaire et veiller à accompagner solidement tout-e-s les salarié-e-s dans l'évolution des métiers. Les travailleuses et travailleurs et leurs organisations doivent pouvoir participer et décider au sein du processus de reconversion. Le développement de services publics de qualité et de proximité et la création de millions d'emplois sont également nécessaires à la transition écologique et sociale.

Nous devons enfin contraindre les multinationales, banques et institutions financières à cesser d'alimenter le changement climatique, à protéger et respecter les droits des salarié-e-s, préserver et renforcer les acquis sociaux et non les faire reculer.

Combattre les dérèglements climatiques, c'est aussi refuser l'injustice sociale. Se déplacer, se nourrir, se loger, se chauffer, produire, consommer autrement est possible et souhaitable. Les alternatives sont connues et nombreuses et pourtant les décideurs politiques et économiques retardent leur mise en œuvre au nom d'intérêts particuliers. Ensemble, exigeons une meilleure répartition des richesses pour garantir une existence digne pour chacun-e. Ensemble, exigeons une réelle transformation de notre système pour répondre à l'urgence climatique.

Le 14 mars, nous marcherons ensemble pour faire entendre nos déterminations communes.